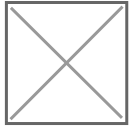


Le plan d'annexion d'Israël est la dernière étape d'une longue histoire de possession violente

## Description



Le mur d'Israël en Cisjordanie, en août 2004. Justin McIntosh / Wikimedia Commons

Par Greg Shupak, le 20 juillet 2020

***Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a raté sa première chance pour annexer une partie de la Cisjordanie, mais le plan soutenu par Trump pour voler des terres est encore fermement sur la table. L'objectif de Netanyahu et de ses sponsors américains est simple : ils veulent liquider les aspirations nationales palestiniennes.***

Le plan d'Israël approuvé par les États-Unis pour annexer une grande partie de la Cisjordanie, une violation crue du droit international et un acte de banditisme raciste, vise à éliminer, jusqu'à les tuer, les aspirations nationales palestiniennes. Le coup est basé sur le « marché du siècle » du gouvernement Trump, un plan dans la conception duquel les Palestiniens n'ont joué aucun rôle et moins la carte d'une route vers la paix qu'une tentative pour liquider le droit palestinien à l'autodétermination.

L'arrangement est censé chercher à résoudre la question palestinienne en [essayant](#) de soudoyer les Palestiniens pour qu'ils accordent plus de terre à Israël. Ils sont censés démilitariser, sans qu'Israël fasse la même chose, et accepter un Bantustan non viable au lieu d'un État important, en échange du respect d'une longue liste de conditions grotesques conçues par leurs oppresseurs, comme d'abandonner le droit de leurs réfugiés au retour dans leurs maisons ou de laisser Israël et les États-Unis soit choisir qui gouverne Gaza soit laisser le territoire invivable.

L'annexion [verrait](#) Israël réclamer la souveraineté sur plus de 30% de la Cisjordanie, dont la majorité de la vallée du Jourdain et sur plus de 230 colonies israéliennes illégales à un schéma familial de larcin colonial, tout en donnant les annexions antérieures par Israël de Jérusalem et des Hauteurs du Golan en Syrie, pour ne rien dire des [77 %](#) de la Palestine historique qui sont actuellement appelés Israël.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit initialement qu'il démentirait ce nouveau cycle d'annexion le 1er juillet, mais son gouvernement [a retardé le mouvement pour une période non précisée](#), tandis que Netanyahu essaie de piloter sa position clé dans la politique intérieure, tout en affrontant le COVID-19. Il veut aussi des indications précises sur la forme de chantage que permettront ses [patrons à Washington](#). Cependant, tous les indicateurs sont que la direction israélienne veut saisir l'opportunité de consolider rapidement cette phase de la

colonisation, que peur que les conditions ne changent.

## Une histoire de conquête

Comprendre le gambit de l'annexion demande que nous reconnaissions qu'une impulsion double, vers l'expansionisme et vers la supériorité démographique, se trouve au cœur de l'entreprise sioniste. Le défi pour les stratèges israéliens a été d'accroître la quantité de terre qu'ils contrôlent en Palestine historique tout en y garantissant une majorité juive à « le maximum de terre avec un nombre minimal d'Arabes », dans les mots de l'historien Nur Masalha. Par exemple, le schéma de Trump inclut le transfert forcé de plus de [260 000 Palestiniens](#) qui, au lieu d'être citoyens d'Israël, seront les sujets d'une hypothétique future enclave palestinienne.

Les annexions qui auront lieu probablement cette année sont [le dernier chapitre de l'ingénierie démographique](#) qui a toujours été centrale au sionisme politique moderne. Son fondateur, l'auteur austro-hongrois Theodor Herzl, écrivait dans son journal en 1895 que « nous devons nous efforcer d'expulser discrètement la population [palestinienne] pauvre de l'autre côté de la frontière, en lui procurant des emplois dans les pays de transit, mais en lui déniaient tout emploi » dans l'État colonial sioniste de Palestine qu'il envisageait.

Bien que le sionisme ait eu des courants multiples, les deux qui ont été homogènes avant même la création de l'État d'Israël étaient le sionisme travailliste et le sionisme révisionniste ont tous deux, comme Avi Shlaim [le fait remarquer](#), cherché à créer un État juif dans un pays qui était déjà habité par un autre peuple », même s'ils différaient sur la taille exacte du pays que les sionistes devraient contrôler dans la Palestine historique, ou sur les tactiques à utiliser pour poursuivre ces objectifs.

Cela a été une entreprise coloniale depuis le début, basée sur le déracinement de la population autochtone et son remplacement par des gens venus d'ailleurs. Comme Joseph Massad [l'explique](#), tout au long de son histoire, le sionisme a « indiqué sans complexe son engagement à construire un État démographiquement exclusivement juif modelé sur l'Europe chrétienne, une notion traversée par une épistémologie religio- raciale de suprématie sur les Arabes palestiniens assez peu différente de celle utilisée par le colonialisme européen, avec son idéologie de suprématie blanche sur les autochtones ».

Dans les années qui ont conduit à la création d'Israël, et immédiatement après, les sionistes étaient clairs sur leurs intentions et même sur la légitimité des revendications palestiniennes sur la Palestine. Vladimir Jabotinsky était le fondateur du sionisme révisionniste qui [arguait](#) que les sionistes qui cherchaient des compromis avec les Palestiniens se leurreraient dans leur opinion « que les Arabes sont des idiots qu'on peut duper et qui abandonneront leurs droits de naissance sur la Palestine ». Plus tard, David Ben-Gourion, sioniste travailliste et premier Premier ministre d'Israël, [a admis](#) : « Si j'étais un dirigeant arabe, je n'accepterais jamais Israël. C'est naturel ; nous avons pris leur pays ». Pour lui, faire des Palestiniens une minorité dans leur patrie [ne suffisait pas](#) : « Il ne peut y avoir d'État juif stable et fort tant que la majorité juive est de seulement 60% ».

## À vaincre les Palestiniens

Diminuer la population palestinienne tout en agrandissant celle d'Israël a été une caractéristique fondationnelle du sionisme non seulement en théorie mais aussi en pratique. La création d'Israël a impliqué que les forces sionistes [expulsent 750000 Palestiniens](#) au cours de la Nakba de 1947-48. [Cinq millions](#) de ces Palestiniens et leurs descendants sont toujours des réfugiés enregistrés par les Nations Unies. [Selon BADIL](#), une ONG qui a un statut consultatif spécial avec le Conseil économique et sociale des Nations Unies, 2,25 millions de Palestiniens supplémentaires sont devenus des réfugiés depuis 1948 et plus d'un million d'entre eux ont été chassés de leurs maisons pendant la conquête par Israël de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est et 718000 de plus ont été déplacés intérieurement.

Israël empêche les réfugiés d'exercer leur droit à retourner dans leurs maisons, alors qu'au contraire, [la Loi du retour](#) d'Israël permet à quiconque sur terre que l'État estime être juif d'émigrer en Israël et de devenir automatiquement un citoyen. Si la justice était rendue aux réfugiés palestiniens, il y aurait probablement une majorité palestinienne des deux côtés de la Ligne verte, ce qui serait une défaite historique pour le mouvement sioniste.

Israël est allé plus loin en s'assurant que les réfugiés restent des réfugiés pour construire son ethno-État. Son horrible barrière de séparation est fonctionnellement un mur d'annexion, puisque [85 %](#) est en terre palestinienne. Israël réduit Gaza en s'emparant de terre palestinienne dans la Bande et en l'appelant à « [une zone tampon](#) », privant les Palestiniens qui y vivent de leurs maisons et de l'agriculture.

[Selon le groupe de défense des droits humains israélien B'tselem](#), la politique israélienne à Jérusalem-Est est conçue pour faire pression sur les Palestiniens afin qu'ils quittent la ville, de manière à façonner une réalité géographique et démographique qui entraverait toute future tentative d'y définir la souveraineté israélienne. Depuis 1967, comme le groupe le fait remarquer, Israël a révoqué le permis de résidence permanente d'environ 14500 Palestiniens de Jérusalem-Est. Il est presque impossible pour les Palestiniens d'obtenir des permis de construire [dans la cité](#) et, en 1973, Israël a rendu juridiquement obligatoire un avantage démographique de 70 à 30 pour les personnes juives de Jérusalem.

Netanyahu a indiqué clairement qu'il a l'intention de continuer à accroître la colonie tout en laissant Israël juridiquement responsable du plus petit nombre possible de Palestiniens et les corollaires logiques du « maximum de terres avec un nombre minimal d'Arabes » et « un maximum d'Arabes sur un minimum de terres » et « contrôle maximal et responsabilité minimale ». Israël, [a dit Netanyahu à un journal de droite](#), annexera la vallée du Jourdain sans que les 50000 à 65000 Palestiniens qui y vivent deviennent citoyens d'Israël, de peur qu'ils aient leur mot à dire sur qui les gouverne et comment.

Néanmoins, a-t-il insisté, un « contrôle de sécurité » israélien global s'appliquera encore à Jéricho, par exemple, une cité palestinienne dans la vallée du Jourdain. Le Premier ministre a ajouté qu'il ne permettrait même pas la parodie d'un « État » hypothétique palestinien non contigu, non souverain, que Trump a promis. En d'autres termes, le plan US-Israël est de continuer à dominer les Palestiniens tout en leur déniaient les droits démocratiques et nationales fondamentales.

Alors qu'Israël s'ajoute des terres et a soustrait des Palestiniens, de cette façon et [en les assassinant régulièrement](#) en grand nombre, il a élargi sa propre population et le territoire en son pouvoir en installant illégalement [620 000 personnes](#) en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Dans ce contexte, l'annexion est une illustration supplémentaire du fait que le projet sioniste implique de prendre des terres palestiniennes qu'Israël n'a aucune intention de rendre.

## Au vainqueur, le butin

L'histoire de la dépossession palestinienne n'est pas seulement pilotée par la suprématie raciale-religieuse pour elle-même. Elle signifie aussi l'augmentation de la richesse de la classe dirigeante israélienne, ainsi que celle des [partenaires capitalistes internationaux](#). Après la Nakba, Israël a voté [la Loi de la propriété des absents](#), qui définit les Palestiniens nettoyés ethniquement comme « absents », créant un prétexte pour qu'Israël vole les terres, les maisons et les comptes en banque des Palestiniens.

La loi a créé la catégorie absurde des « [absents présents](#) », de sorte qu'Israël pouvait confisquer la propriété de Palestiniens qui étaient encore en Palestine mais avaient été déplacés à l'intérieur. Ces mesures ont créé simultanément un obstacle supplémentaire au retour palestinien tout en enrichissant les Israéliens.

La compagnie publique d'eau israélienne Mekorot [prend l'eau des Palestiniens](#) en Cisjordanie pour fournir des Israéliens à y compris ceux vivant dans des colonies illégales à leurs besoins domestiques, agricoles et industrielles. Elle vend souvent l'eau en retour aux Palestiniens à des prix gonflés qui peuvent absorber jusqu'à la moitié du revenu mensuel d'une famille pauvre.

Les colonies israéliennes contrôlent [un peu plus de 85 %](#) des terres les plus fertiles de Cisjordanie : la vallée du Jourdain en particulier est une région agricole [riche en ressources](#). [La partie septentrionale de la Mer morte](#), une autre cible du cambriolage armé qu'est le « marché du siècle », héberge du magnésium, de la potasse et du brome qui pourraient être rentabilisés pour des centaines de millions de dollars annuels. Les annexions approuvées par la machination de Trump permettraient à Israël, note B'Tselem, de continuer à piller des terres et des ressources palestiniennes précieuses.

Même si l'alliance américano-israélienne permettait la création d'enclaves palestiniennes auto-gouvernées, l'idée est qu'Israël [contrôle](#) les passages de frontières, l'espace aérien et la mer, ce qui veut dire qu'il détermine les conditions dans lesquelles le capital, le travail et les ressources naturelles entrent et sortent dans la totalité de la Palestine historique. De même, les Palestiniens devraient encore demander la permission à Israël pour n'importe quelle [construction ou développement](#). Ces dynamiques permettraient à Israël de maintenir les Palestiniens dans son asphyxie économique, tandis que la classe dirigeante israélienne contrôlerait les activités productives, de la rive à la mer.

## Les facilitateurs d'Israël

Tous ces outrages doivent être considérés dans le contexte mondial et régional qui les rend possibles. Pendant des décennies, les États-Unis ont fourni à Israël [les outils](#) politiques,

Économiques et militaires nécessaires pour exécuter ses crimes contre les Palestiniens, parce qu'Israël est [un chien d'attaque pour les intérêts impérialistes des États-Unis](#) dans le monde entier.

Israël est maintenant dans la position d'annexer, non seulement parce que la Maison blanche de Trump lui en donne la permission, mais aussi parce que Trump a été prôné par le gouvernement d'Obama pendant 8 ans, gouvernement qui était [l'un des plus pro-sionistes de l'histoire](#).

Parallèlement, quelques [nations européennes](#) peuvent être en faveur d'une punition d'Israël à relativement long terme à cause de l'annexion, mais l'Union européenne comme un tout est divisée sur ce qu'il faut faire, s'il faut faire quelque chose. On peut se demander si la réponse éventuelle sera plus qu'une long terme riposte.

Les conditions au Moyen-Orient sont aussi adéquates pour une annexion : presque tous les gouvernements de ces pays à majorité arabe qui ont été longtemps des facilitateurs tacites du pillage israélien, sont maintenant [ouvertement dans des alliances avec Israël](#), basés sur leurs liens économiques et une animosité partagée contre l'Iran. Ces relations signifient qu'Israël sait qu'il peut faire ce qu'il veut aux Palestiniens sans risquer aucune riposte des États de la région. La Jordanie a fait quelques bruits sur la fin d'un traité de paix avec Israël, mais il est improbable qu'elle fera quelque chose au-delà de cette rhétorique, étant donné [la dépendance](#) de la monarchie jordanienne vis-à-vis des États-Unis.

## Une résistance inébranlable

L'objectif de l'annexion est d'éteindre la cause palestinienne, mais cela ne marchera pas. Les Palestiniens n'ont pas enduré un siècle de colonisation et plus de soixante-dix d'exil et d'absence d'état, pour se laisser acheter par Donald Trump et son rat de gendre. Même les plus intéressés des membres de la bourgeoisie palestinienne ont refusé de mordre à l'hameçon.

L'annexion et le document de Trump sur laquelle elle est basée promettent d'exacerber plutôt que de résoudre les griefs palestiniens. Au lieu d'accepter les termes de la capitulation qui leur sont maintenant proposés, les Palestiniens continueront certainement leur courageux combat de principes contre les projets américano-israéliens.

Le principal effet de l'annexion serait de formaliser ce qui est déjà la réalité de facto sur le terrain : un état contrôlant toute la Palestine historique. Un gouvernement Joe Biden retournerait probablement au statu quo pré-Trump dans lequel le soutien des États-Unis pour le vol israélien des terres reste tacite. Si Biden devient président, Israël pourrait parfois être longuement embarrassé par des murmures sur la reprise de [la pantomime du processus de paix](#), avec peu d'effet concret. L'Europe pourrait s'opposer à quelque chose d'aussi ouvertement provoquant que l'annexion, mais l'Union européenne est si [étroitement entremêlée](#) avec Israël que l'Europe n'est pas sur le point d'abandonner le projet plus vaste du colonialisme d'occupation sioniste.

Le redressement palestinien et la dÃ©colonisation de la Palestine ne seront pas un cadeau des salles de rÃ©unions de Bruxelles et de Washington. Ils peuvent se rÃ©aliser seulement par la combinaison d'une rÃ©sistance palestinienne de masse avec le soutien rÃ©gional et la solidaritÃ© internationale au sein du noyau impÃ©rialiste. Alors que les manoeuvres amÃ©ricano-israÃ©liennes font de l'Ã©dification d'une solution Ã deux Ãtats une plaisanterie de plus en plus cruelle, la lutte palestinienne met de plus en plus probablement Ã l'avant-scÃne des demandes pour des droits Ãgaux [dans un seul Ãtat](#) sur l'intÃ©gralitÃ© de la Palestine historique. En ce sens, avec chaque annexion et chaque nouvelle colonie, le sionisme pourrait semer les graines de sa propre destruction.

*Greg Shupak enseigne les Ã©tudes sur les mÃ©dias Ã l'universitÃ© de Guelph au Canada. Il est l'auteur de [The Wrong Story: Palestine, Israel, and the Media](#) (OR Books).*

**Traduction :** CG pour l'Agence MÃ©dia Palestine

**Source :**

**date crÃ©Ã©e**  
2020/07/24